

SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7:	DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 8:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 9:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10:	DEPOT ET RETRAIT DES PROSPECTUS	5
ARTICLE 11:	OFFRE TECHNIQUE.....	6
ARTICLE 12:	OFFRE FINANCIERE.....	7
ARTICLE 13:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 14:	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 15:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 16:	RETRAIT DES PLIS	8
ARTICLE 17:	OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES & CRITERES D'ADMISSIBILITE DES OFFRES TECHNIQUES	8
ARTICLE 18:	EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES.....	10
ARTICLE 19:	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 20:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 21:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	11
ARTICLE 22:	PREFERENCE NATIONALE.....	11
ARTICLE 23:	PRIX UNITAIRES PRINCIPAUX	11

ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet «la fourniture et l'installation du matériel et logiciels nécessaires à la mise en place d'une plateforme hyperconvergée pour la refonte de l'infrastructure du data center du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique ».

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offre se fera en lot unique.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret N°2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Un exemplaire du marché des prestations de maintenance ;
- Le modèle de l'acte d'engagement du marché ;
- Le modèle de l'acte d'engagement du marché de maintenance ;
- Le modèle du bordereau des prix détail estimatif du marché ;
- Le modèle du bordereau des prix détail estimatif du marché de maintenance ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le modèle de la déclaration du plan de charge ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret N°2.22.431. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours (10 jours) à compter du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret N°2.22.431 et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma.

ARTICLE 7: DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être transmises, par tout moyen pouvant donner date certaine, dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard, trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant

retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Les éclaircissements ou renseignements sont mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret N°2.22.431 précité :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
 - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :
 - En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret N°2.22.431 ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
 - Les prestataires de service ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
 - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

I- Conformément à l'article 28 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1) Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

- Auto-entrepreneur ou personne agissant pour son propre compte : aucune pièce n'est exigée ;
- Représentant du concurrent : celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- Coopérative ou union de coopératives : la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) La déclaration sur l'honneur ;

c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.

d) La convention constitutive du groupement, prévue à l'article 150 du décret N°2.22.431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

1.2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou par tout organisme de prévoyance sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces citées aux points a) et b) sert de base pour l'appréciation de leur validité.

2) Un dossier technique comprenant

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;
- b) Au moins **trois attestations** ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations similaires ou par les titulaires des marchés au titre des prestations sous-traitées.

Les attestations à considérer dans le cadre de cet appel d'offres sont celles relatives à la réalisation des prestations similaires.

Chaque attestation précise notamment et clairement :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Les délais et les dates de réalisation ;
- L'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Toute attestation de référence qui ne précise pas les mentions susvisées, ne portant pas sur des prestations similaires ou qui n'est pas certifiée conforme à l'original ne sera pas prise en considération quelle que soit son importance.

- c) La déclaration du plan de charge.

II- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives ;
- 2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que la **coopérative l'union de coopératives** est en situation régulière envers cet organisme ;

La date de production, au maître d'ouvrage, de ces pièces sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III- Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
- 2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

ARTICLE 10: DEPOT ET RETRAIT DES PROSPECTUS

La documentation technique complète et les prospectus relatifs à tous les articles objet du présent appel d'offres sur support papier et /ou sur support électronique doivent être déposés, dans un pli distinct, au Pôle Ressources du Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique, contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception, au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis ou remis séance tenante au président de la commission d'ouverture des plis.

Les concurrents devront déposer :

1. Le tableau de conformité contenant la réponse aux spécifications des équipements, sous forme d'un tableau à deux colonnes. La première colonne contient le détail des différentes caractéristiques exigées par le CPS (Cahier des Prescriptions Spéciales) et la deuxième colonne, la proposition du concurrent correspondant à chacune des sous-rubriques correspondantes à la première colonne. (**Voir modèle annexe 3 du règlement de la consultation**) ;

NB : les concurrents n'ayant pas fourni le tableau de conformité, conformément au modèle ci-joint en annexe 3 seront écartés.

2. Les prospectus faisant ressortir les détails des caractéristiques techniques des équipements proposés.

Conformément à l'article 37 du décret N°2-22-431, les prospectus déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour et avant l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait des prospectus fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Il est procédé à l'examen des prospectus et document technique dans les conditions prévues à l'article 40 du décret N°2-22-431.

ARTICLE 11: OFFRE TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique, précités à l'article 10 ci-dessus, une offre financière et une offre technique.

L'offre technique comprend :

1. **Une note méthodologique** mettant en exergue :

- ✓ La compréhension du contexte, des objectifs et des enjeux du projet ;
- ✓ La démarche et la méthodologie de gestion de projet proposées pour assurer la réalisation des prestations et garantir la fiabilité des résultats ;
- ✓ Le planning d'exécution et le chronogramme d'affectation des membres de l'équipe en précisant la charge du travail de chaque intervenant ;
- ✓ Document détaillant la procédure de migration de l'infrastructure existante vers la nouvelle plateforme installée avec plan de rollback.

2. **La composition de l'équipe** proposée qui va assurer l'installation, l'intégration et la mise en service de la solution dans l'infrastructure réseau du CSEFRS (**Annexe 1**). Le soumissionnaire doit mettre en place une équipe qualifiée. Elle doit se composer au moins de :

Un (1) chef de projet :

- ✓ Minimum BAC+5 ;
- ✓ Certifié dans la solution HCI et la baie de sauvegarde proposée ;
- ✓ Ayant conduit au moins 3 projet similaire en tant que chef de projet pendant les 5 dernières années ;
- ✓ Doit avoir au moins 5 ans d'expériences.

Un (1) ingénieur en informatique :

- ✓ Minimum BAC +4 ;
- ✓ Diplôme de spécialité informatique ;
- ✓ Expérience dans les systèmes de virtualisation informatique.
- ✓ Ayant participé à la réalisation d'au moins 1 projet similaire pendant les 3 dernières années ;
- ✓ Doit avoir au moins 3 ans d'expériences.

Un (1) technicien en informatique :

- ✓ Minimum BAC +2 ;
- ✓ Diplôme de spécialité informatique ;
- ✓ Expérience dans les domaines systèmes et réseaux ;
- ✓ Doit avoir au moins 2 ans d'expériences.

3. **Les curriculum vitae** des intervenants dûment signés par les personnes concernées et approuvés par le représentant du soumissionnaire, conformément au modèle en annexe 2.

4. **Les copies certifiées conformes des diplômes** des membres de l'équipe que le concurrent envisage d'affecter à la mission et **copies des certificats, le cas échéant** ;

5. Un document du constructeur attestant que le modèle des composants matériels proposés ne fait l'objet d'aucune annonce de fin de commercialisation et que le support constructeur(s) est disponible pour une durée minimale de 5 ans (2 ans de garantie et 3 ans supplémentaires).
6. Le programme et la consistance du transfert de compétences de l'équipe d'administration sur les différents composants de la solution proposée ;

N.B : Tout concurrent dont l'offre technique ne comprend pas les pièces indiquées ci-dessus, sera écarté.

ARTICLE 12: OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- 1) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché, établi, conformément au modèle ci-joint en annexe, en un seul exemplaire, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, et comporte l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB) ;
 - 2) L'acte d'engagement du marché de maintenance établi, conformément au modèle ci-joint en annexe ;
Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.
Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret N°2.22.431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement.
L'acte d'engagement doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.
 - 3) Le bordereau des prix et le détail estimatif du marché ;
 - 4) Le bordereau des prix et le détail estimatif du marché de maintenance ;
- Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.
Les montants totaux des bordereaux des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.
En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix -détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 13: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les Concurrents doivent comporter :

- a. Un dossier administratif précité ;
- b. Un dossier technique précité ;
- c. Une offre technique précitée ;
- d. Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement du marché et du marché de maintenance ;
 - Le bordereau des prix - détail estimatif du marché et du marché de maintenance.

ARTICLE 14: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N°2.22.431 précité, le dossier présenté, **par voie électronique**, par chaque concurrent, doit contenir trois enveloppes distinctes :

- a) La première enveloppe contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS, le contrat de maintenance et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention «lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Dossier administratif & techniques** ».
- b) La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».
- c) La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre technique** ».

ARTICLE 15: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des

dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N° 1692-23 du 4 juin 2023 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dépôt des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 16: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N° 1692-23 du 4 juin 2023 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le retrait des plis des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

ARTICLE 17: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES & CRITERES D'ADMISSIBILITE DES OFFRES TECHNIQUES

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 40, 41, 42, 43 et 44 du décret N°2.22.431 précité :

1. Examen des dossiers administratifs et techniques :

L'examen des dossiers administratifs et techniques et par conséquent l'admission ou l'éviction des concurrents se déroulera conformément à l'article 39 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics. Seules les offres admissibles feront l'objet de l'évaluation décrite ci-dessous.

2. Examen des prospectus et du tableau de conformité :

L'examen des prospectus et du tableau de conformité s'effectuera conformément à l'article 40 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics. Seules les offres dont les prospectus sont jugés conformes aux spécifications du CPS seront retenues pour l'évaluation des offres techniques.

3. Evaluation des offres techniques :

A l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et de celles du dossier technique, et l'examen des prospectus et du tableau de conformité, la commission procédera, à huis clos, à l'examen et à l'évaluation des offres techniques des concurrents admis.

Une sous-commission technique sera constituée en vue d'analyser ces offres. A cet effet, les offres techniques seront jugées sur la base d'une évaluation technique axée sur les critères suivants :

- Conformité et pertinence de la méthodologie de gestion du projet proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS ;
- Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation du projet ;
- Les garanties fournies ;
- La qualité du contenu du transfert de compétences.

Une note technique (**Nt sur 100 points**) sera attribuée au soumissionnaire en se basant sur les trois critères sus indiqués de la manière suivante :

- **Nt1 : Conformité et pertinence de la méthodologie de gestion du projet proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS (40 points) :**

CRITERES	NOTES
Nt1.1 : La méthodologie de gestion du projet, et la compréhension du contexte, des objectifs et des enjeux du projet (10 points)	
Conforme aux spécifications exigées par le CPS et apporte un détail riche et des propositions pertinentes.	10 points
Conforme aux spécifications exigées par le CPS avec une démarche de réalisation des prestations bien détaillée sans apporter de valeur ajoutée.	6 points
Conforme aux spécifications exigées par le CPS avec une démarche de réalisation des prestations partiellement détaillée.	2 points
Une simple reprise des termes du CPS.	1 point
Non conforme aux spécifications exigées par le CPS.	Ecarté
Nt1.2 : Le planning d'exécution pour la mise en œuvre du projet (10 points)	
Planning cohérent et bien élaboré pour la réalisation des prestations	10 points

dans les délais impartis et décrivant de manière cohérente et détaillée la réalisation des prestations	
Planning cohérent pour la réalisation des prestations, et n'est pas assez détaillé	4 points
Planning non cohérent pour la réalisation des prestations ou ne respectant pas le délai d'exécution des prestations ou non détaillé	0 Point
Nt1.3 : Le chronogramme d'affectation des membres de l'équipe en précisant la charge du travail de chaque intervenant (08 points)	
Chronogramme cohérent et bien élaboré	08 points
Chronogramme cohérent pour la réalisation des prestations, et n'est pas assez détaillé	4 points
Chronogramme non cohérent	0
Nt1.4 : La procédure de migration de l'infrastructure existante vers la nouvelle plateforme installée avec plan de rollback (12 points)	
Procédure cohérente, bien élaborée et bien détaillée.	12 points
Procédure cohérente et bien élaborée, présentant les garanties nécessaires afin de procéder à la migration et rollback mais n'est pas assez détaillée.	5 points
Procédure non cohérente, non détaillée et non bien élaborée, et/ou ne fournit pas les garanties nécessaires pour effectuer la migration et rollback selon les bonnes pratiques en vigueur.	0

Nt2 : Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation du projet (40 points)

La note qui sera attribuée aux moyens humains est la somme des notes obtenues pour chaque membre de l'équipe.

Critères d'évaluation	Barème	Approche pour l'appréciation
Nt2.1 : Un (1) chef de projet (20 points)		
Diplôme	8	>Bac+5 dans le domaine informatique : 08 points Bac + 5 dans le domaine informatique : 06 points <Bac+5 : 00 point
Nombre de projets similaires (n) conduits en tant que chef de projet pendant les 5 dernières années	8	n > à 3 projets : 08 points n = 3 projets : 06 points n < à 3 projets : 00 point
Certification	4	Certifié dans la solution HCI et la baie de sauvegarde proposée : 04 points Non certifié : 00 point
Nt2.2 : Un (1) ingénieur en informatique (10 points)		
Diplôme	4	>Bac+4 dans le domaine informatique : 04 points Bac + 4 dans le domaine informatique : 02 points <Bac+4 : 00 point
Expérience dans les systèmes de virtualisation informatique	2	Au moins une expérience dans les systèmes de virtualisation informatique : 02 points Absence d'expérience dans les systèmes de virtualisation informatique : 00 point
Nombre de projets similaires (n) auquel a participé pendant les 3 dernières années	2	n > à 1 projet : 02 points n = 1 projet : 01 points Aucun projet : 00 point
Certification	2	Certifié dans la solution proposée : 02 points Non certifié : 00 point
Nt2.3 : Un (1) technicien en informatique (10 points)		
Diplôme	4	>Bac+2 dans le domaine informatique : 04 points Bac + 2 dans le domaine informatique : 02 points

		<Bac+2 : 00 point
Nombre d'années d'expérience dans les domaines systèmes et réseaux	4	>2ans : 04 points 2 ans : 02 points < 2 ans : 00 point
Certification	2	Certifié dans la solution proposée : 02 points Non certifié : 00 point

- La liste d'équipe projet que le concurrent propose d'affecter à l'exécution des prestations doit indiquer la qualité, le nombre d'années d'expérience et le nombre de projets similaires réalisés.
- Chaque CV présenté doit être conforme au modèle de CV fourni en annexe 2.
- Le CV doit préciser le poste occupé dans l'équipe, le diplôme obtenu, l'expérience, ainsi que les projets sur lesquels le membre de l'équipe projet a travaillé durant chaque expérience, en précisant le rôle occupé dans le projet et la période : Date de début et date de fin de l'expérience et date de début et de fin de chaque projet.

N.B :

Seules seront comptabilisés les expériences et les projets explicités en relation avec l'objet des prestations présentées sur le CPS pour chaque profil.

Au cas où le concurrent propose plusieurs intervenants, il sera tenu compte des intervenants disposant du meilleur profil adéquat.

Nt3 : Les garanties fournies (10 points)

CRITERES	NOTES
Un document du constructeur attestant que le modèle des composants matériels proposés ne fait l'objet d'aucune annonce de fin de commercialisation et que le support constructeur(s) est disponible pour une durée minimale de 5 ans.	10 points
Aucune garantie du constructeur n'a été fournie.	0 points

Nt4 : La qualité du contenu du transfert de compétences (10 points)

CRITERES	NOTES
Programme du transfert de compétences cohérent, bien élaboré et couvre tous les composants de la solution proposée	10 points
Programme du transfert de compétences cohérent mais pas assez détaillé	5 points
Programme du transfert de compétences non cohérent et/ou non détaillé	0 points

Ne seront retenues pour la phase d'analyse financière que les offres ayant une **note technique supérieure ou égale à 70 points** (la note technique est égale : $NT = NT1 + NT2 + NT3 + NT4$).

ARTICLE 18: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Après admission des offres techniques des concurrents, l'ouverture et l'examen des offres financières se fera conformément aux articles 42, 43 et 44 du décret N°2.22.431 précité.

L'attribution du marché se fait, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret précité et sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse telle que définie à l'article 43 dudit décret :

L'offre financière (OF) la mieux-disante par rapport au prix de référence (P), en tenant compte de la combinaison du Montant de l'Offre du Marché (MOM) et du Montant de l'Offre de la maintenance annuelle (MOMA) pendant trois (03) ans.

Avec :

$$OF = MOM + 3 * MOMA$$

$$P = \frac{(E + \frac{\text{Somme des Offres financières OF}}{\text{Nombre des Offres Financières OF}})}{2}$$

E étant le montant global de l'estimation, y compris l'estimation de la maintenance annuelle pendant trois (03) ans.

ARTICLE 19: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément à l'article 36 du décret N°2.22.431 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prolongation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 20: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc. Le Dollar ou l'Euro sont les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montant des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 21: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

ARTICLE 22: PREFERENCE NATIONALE

En application des dispositions de l'article 147 du décret N°2.22.431 précité, et lorsque des concurrents non installés au Maroc soumissionnent, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

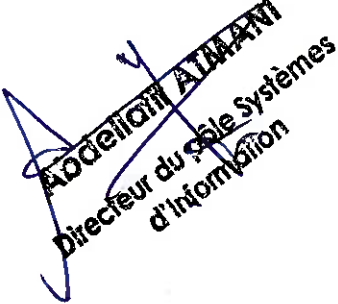


ARTICLE 23: PRIX UNITAIRES PRINCIPAUX

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret N°2-22-431 précité, les prix, désignés ci-dessous, sont considérés principaux :

N° prix	Désignation	Prix unitaire estimé TTC
1	Plateforme hyperconvergée et logiciels (HCI : Hyper Converged Infrastructure)	1 020 000,00
2	Switches d'interconnexion	78 000,00
3	Solution de sauvegarde	90 000,00
4	Baie de sauvegarde	636 000,00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N°04/CSEFRS/2024

OBJET: LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MATERIEL ET LOGICIELS NECESSAIRES A LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME HYPERCONVERGEE POUR LA REFONTE DE L'INFRASTRUCTURE DU DATA CENTER DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

<u>PRESENTE PAR</u>  Abdelhak AÏMEUR Directeur du Pôle Systèmes d'Information	<u>VERIFIE PAR</u>  KHADDOUJA BENELLOUN Directrice du Pôle Ressources
<u>LU ET ACCEPTE PAR</u>	<u>VALIDE PAR</u>  Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

ANNEXES



ANNEXE N° 1
TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL QUE LE CONCURRENT S'ENGAGE A AFFECTER A LA
REALISATION DU PROJET

Nom et prénom	Qualité	Expériences acquises dans des prestations similaires (nombre d'années)	Nombre de projets réalisés
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



ANNEXE N°2
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

1. **NOM DE L'EMPLOYE** [nom complet] _____
2. **DATE DE NAISSANCE** _____ **NATIONALITE** _____
3. **FORMATION** [indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates de leur obtention] _____
4. **MEMBRE A DES ASSOCIATIONS/GROUPEMENTS PROFESSIONNELS** _____
5. **AUTRES FORMATIONS** [indiquer toute autre formation reçue ou certificat] _____
6. **LANGUES** : [indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite] _____
7. **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE** : [commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous), Donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupe.]
Depuis [Année] _____ Jusqu'à [Année] _____
Employeur : _____
Poste : _____

8. DETAIL DES TACHES EXECUTEES [Indiquer toutes les tâches à exécuter dans le cadre de cette proposition] 	9. EXPERIENCE DE L'EMPLOYE QUI ILLUSTRE LE MIEUX SA COMPETENCE [Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle de l'employé pour les tâches mentionnées au point 8] Nom du projet ou de la mission : _____ Année : _____ Lieu : _____ Principales caractéristiques du projet : _____ Poste : _____ Activités : _____
---	---

10. ATTESTATION

Je, soussigné, certifie sur l'honneur, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience. J'accepte que toute fausse déclaration puisse entraîner mon exclusion, ou mon renvoi si j'ai été engagé.

Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du prestataire] jour/mois/année

ANNEXE N° 3
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
.....
ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°04/CSEFRS/2024

Objet du marché : la fourniture et l'installation du matériel et logiciels nécessaires à la mise en place d'une plateforme hyperconvergée pour la refonte de l'infrastructure du data center du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique.

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée aux concurrents agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b) Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) *Cas des établissements publics :*

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique), ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3) *Cas des coopératives ou union des coopératives :*

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés : [Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas]

- Membre n°1 : ;
- Membre n°2 : ;
- Membre n°n : ;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à

(Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N° 4

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT (MARCHE DE MAINTENANCE)

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°04/CSEFRS/2024

Objet du marché : la fourniture et l'installation du matériel et logiciels nécessaires à la mise en place d'une plateforme hyperconvergée pour la refonte de l'infrastructure du data center du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique.

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée aux concurrents agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b) Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), au capital de

Adresse du siège social de la société..... ;

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....

(Raison sociale et forme juridique),

Siège à : ;

Affilié à sous le N° : ;

Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....

(Raison sociale et forme juridique),

Adresse du domicile élu à : ;

Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;

Affilié à la CNSS sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés : [Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas]

- Membre n°1 : ;

- Membre n°2 : ;

- Membre n°n : ;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

▪ Montant de la redevance annuelle hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)

▪ Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)

▪ montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)

▪ montant de la redevance annuelle T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie

générale. bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à
(Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

ANNEXE N°5
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

.....

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°04/CSEFRS/2024

Objet du marché : la fourniture et l'installation du matériel et logiciels nécessaires à la mise en place d'une plateforme hyperconvergée pour la refonte de l'infrastructure du data center du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique.

A- Pour les personnes physiques

1. Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du domicile élu : ;

Affilié à la CNSS (1), sous le N° : ;

Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise : ;

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du domicile élu : ;

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1. Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique), au capital de

Numéro de téléphone : ;

Numéro de fax : ;

Adresse électronique : ;

Adresse du siège social de la société : ;

Adresse du domicile élu à : ;

Affilié à la CNSS (1), sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3. Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours, remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 ;

4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

(1) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE N°6
MODELE DE LA DECLARATION DU PLAN DE CHARGE
.....
PLAN DE CHARGE

Je soussigné(nom et prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ou pour le compte de(raison sociale et forme juridique).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Je déclare sur l'honneur mon plan de charge relatif aux marchés publics en cours d'exécution à la date du(indiquer la date de remise de l'offre) en vue de participer à la procédure de l'appel d'offres **ouvert sur offres des prix N°04/CSEFRS/2024** du relative à la **fourniture et l'installation du matériel et logiciels nécessaires à la mise en place d'une plateforme hyperconvergée pour la refonte de l'infrastructure du data center du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique - Rabat.**

N°	Références (1)	Maître d'ouvrage	Qualité (2)	Montant (3)	Taux d'exécution (en %)	Reste à exécuter en chiffres

(1) indiquer la référence du marché en question

(2) indiquer la qualité en tant que titulaire ou sous-traitant

(3) indiquer le montant du marché en TTC en tenant compte des augmentations et/ou diminution dans la masse des travaux et les travaux supplémentaires

